

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

paraissant tous les trois mois

FONDÉ EN 1874
par
EDOUARD CLUNET

CONTINUÉ DE 1923 à 1948
par
ANDRE-PRUDHOMME

Rédacteur en Chef :

BERTHOLD GOLDMAN

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris

Publié avec le concours du
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Sous le haut patronage de

M. ANCEL, Conseiller à la Cour de Cassation.
S. BASTID, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
H. BLIN, Président de la 1^{re} Section civile de la Chambre civile de la Cour de Cassation.
R. DROUILLAT, Président de la 2^e Section civile de la Chambre civile de la Cour de Cassation.
P. GUILLOT, Président de la Chambre commerciale et financière de la Cour de Cassation.
G. HOLLEAUX, Conseiller honoraire à la Cour de Cassation.
P. LEPAULLE, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.
P. LOUIS-LUCAS, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Dijon.
M. MARTIN, Conseiller d'Etat.
J. MAURY, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Toulouse.
† M. PICARD, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris.
R. PINTO, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Secrétaire général de la rédaction

PHILIPPE KAHN

Chargé de Recherche
au Centre National de la Recherche Scientifique

EDITIONS TECHNIQUES S.A.

123, rue d'Alésia
PARIS (XIV^e)

1968

TABLE TRIMESTRIELLE

1968 (95^e année). — 4^e livraison. — Octobre, novembre, décembre

Doctrine

La crise du Moyen Orient et l'O.N.U., par Jacques DEHAUSSY	853
Le droit d'auteur et les pays en voie de développement, par André FRANÇON	889

Jurisprudence

BULLETIN DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE, par P. AYMOND, J.-D. BREDIN, M. COZIAN, B. GOLDMAN, Ph. KAHN, P. LEVEL	903
--	-----

Alsace-Lorraine.

Arbitrage. — Sentence. — Nullité. — Article 1041-2° du Code de procédure civile local. — Condamnation d'une partie à accomplir un fait illicite. — Réglementation économique. — Absence d'un tel fait. — Constatations suffisantes	933
--	-----

Arbitrage.

Clause compromissoire. — Portée. — Difficulté née de l'exécution du contrat. — Convention stipulant la responsabilité solidaire d'une société et de ses administrateurs. Effet de la clause à l'égard des administrateurs	933
---	-----

Clause résolutoire du contrat litigieux. — Compétence du tribunal arbitral. — Ordre public. — Réglementation de la vente des céréales. — Faute caractérisée du vendeur. — Condamnation à dommages et intérêts. — Contrariété à l'ordre public. — Non.	929
--	-----

Sentences. — Exequatur. — Juge de l'exequatur. — Pouvoirs. — Appréciation de la pertinence des motifs de la sentence arbitrale (non)	933
--	-----

Assurances.

Domage causé par un accident d'automobile. — Accident survenu en France. — Assurance contractée à l'étranger. — Carte verte. — Conventions interbureaux. — Correspondant français. — Action directe de la victime	907
---	-----

Cassation.

Moyen nouveau. — Arbitrage. — Domaine d'application	933
--	-----

Conflit de juridictions.

Compétence. — Tribunaux français. — Article 420 du Code de procédure civile. — Article 15 du Code civil. — Renonciation.	918
---	-----

Litige entre étrangers. — Article 14 du Code civil. — Demandeur en première instance bénéficiant du statut de réfugié. — Effets	920
---	-----

Jugement étranger.

Garde d'enfants. — Parents étrangers divorcés à l'étranger. — Jugement valant comme titre. — Compétence du juge des référés	925
---	-----

Réfugiés.

Qualité. — Reconnaissance. — Autorité compétente. — Recours.	903
---	-----

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE, par P. AYMOND, J.-B. SIALELLI	940
--	-----

Caution *judicatum solvi*.

Israël. — Convention de La Haye du 17 juillet 1905. — Application. — Dispense de caution	941
--	-----

U.R.S.S. — Convention de La Haye du 17 juillet 1905. — Dénonciation. — Accords commerciaux des 11 janvier 1934 et 3 septembre 1951. — Dispense de caution, limitée aux commer- çants et industriels	941
Conflit de juridictions.	
Convention franco-suisse du 15 juin 1869. — Litiges entre Français. — Application (non)	943
Exception d'incompétence générale des tribunaux français. — Procédure du contredit	942
Immunité de juridiction.	
Agent diplomatique étranger. — Nationalité française. — Convention de Vienne du 18 avril 1961. — Actes de caractère privé. — Immunité (non)	944
Jugement étranger.	
Exequatur. — Convention franco-congolaise du 18 mai 1962. — Incompétence de la juridiction répressive étrangère. — Dis- position contraire à l'ordre public. — Exequatur partiel	946
Nationalité.	
Israélites. — Naissance dans les territoires du Sud-Algérien. — Décret Crémieux. — Application (non)	940
CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE ALLEMANDE, par Wilhelm WENGLER	948 949
Jugement étranger.	
Attribution de compétence à la juridiction française. — Pouvoir de révision du juge français supprimé. — Réci- procité. — Exequatur	948 949
CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE DANOISE, par Allan PHILIP	974
Conflit de juridictions.	
Compétence. — Biens situés au Danemark. — Compétence des juridictions danoises	979
Contrat.	
Location-vente. — Meubles. — Réserve de propriété. — Loi applicable	975
Garde des enfants.	
Autorité compétente. — Autorité du domicile	974
Jugement étranger.	
Exécution. — Conditions. — Jugement allemand	980
Navire.	
Pavillon danois. — Affrètement à l'étranger coque nue. — Equipage. — Statut	979
Responsabilité civile.	
Réglementation de la circulation. — Demandes indirectes ou dérivées. — Application du droit étranger	978
Succession.	
Administration. — Autorité compétente. — Autorité du do- micile	975
Transport.	
Transport gratuit. — Accident de la circulation. — Responsa- bilité. — Nature. — Loi applicable. — Transfert de responsa- bilité. — Responsabilité à l'égard des personnes à charge. — Ordre public	977

Documents

CONVENTIONS INTERNATIONALES PUBLIÉES ET TEXTES LÉGISLATIFS OU RÉGLEMENTAIRES PROMULGUÉS EN FRANCE.

Etat civil.

- Loi n° 68-671 du 25 juillet 1968 relative à l'état civil des Français ayant vécu en Algérie ou dans les anciens territoires français d'outre-mer ou sous tutelle devenus indépendants (*J.O.* 26 juillet 1968) 981

Etrangers (Condition des).

- Décret n° 68-748 du 14 août 1968 portant dérogation aux dispositions de l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France et portant création de l'office national d'immigration (*J.O.* 21 août 1968) 982

Impôts et contributions.

- Convention fiscale, protocole et échange de lettres entre la France et le Cameroun du 10 juillet 1965 (publiés en France par décret n° 68-276 du 21 mars 1968 : *J.O.* 27 mars 1968) 982

Sécurité sociale.

- Convention de sécurité sociale, quatre protocoles annexes, deux arrangements administratifs et leur annexe, entre la France et Madagascar, signés le 8 mai 1967 (publiés en France par décret n° 68-715 du 24 juillet 1968 : *J.O.* 7 août 1968) 996

Transports maritimes.

- Loi n° 68-678 du 26 juillet 1968 relative à la communication de documents et renseignements à des autorités étrangères dans le domaine du commerce maritime (*J.O.* 27 juillet 1968) 1006
- Convention internationale et annexe visant à faciliter le trafic maritime international du 9 avril 1965 (publiés en France par décret n° 68-204 du 29 février 1968 : *J.O.* 2 mars 1968) 1007

TEXTES ET CHAPITRES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.

Concurrence.

- Communication de la Commission relative aux accords, décisions et pratiques concertées concernant la coopération entre entreprises (*J.O.C.E.* n° C. 75, 29 juillet 1968) 1024

Douane.

- Règlement n° 68-802 du Conseil du 27 juin 1968, relatif à la définition commune de la notion d'origine des marchandises (*J.O.C.E.* n° L. 148, 28 juin 1968) 1029

Bibliographie et Revue des revues 1036

Informations 1047

Tables générales 1968

I. — Doctrine	1050
II. — Jurisprudence :	
A. — Table des bulletins et chroniques	1051
B. — Table chronologique	1051
C. — Table des noms des parties	1054
D. — Table analytique	1059
III. — Pratique comparée des Etats en matière internationale	1075
IV. — Documents :	
A. — Table analytique	1075
B. — Table chronologique	1079
V. — Bibliographie	1083